# LA PERIODE REVOLUTIONNAIRE A EPERNAY (1789-1795)

#### SOMMAIRE :

- Affaires militaires
- Chute de Louis XVI
- Vie politique
- Contrôle de la population
- Noblesse et émigrés

- Relation avec le pouvoir central
- Economie
- Institutions
- Biens nationaux
- Religion
- <u>Fêtes</u>

- Justice
- Fin de la monarchie
- Instruction
- Urbanisme
- Aide aux habitants

#### LA REVOLUTION FRANÇAISE DANS NOS PROGRAMMES :

CYCLE	CLASSE	THÈME DU PROGRAMME	SOUS-THEME DU PROGRAMME	MISE EN OEUVRE
CYCLE 3	CM1	Thème 3 : Le temps de la Révolution et de l'Empire	De l'année 1789 à l'exécution du roi : Louis XVI, la Révolution, la Nation.	La Révolution française marque une rupture fondamentale dans l'ordre monarchique établi et on présente bien Louis XVI comme le dernier roi de l'Ancien Régime. [] Cette première approche de la période révolutionnaire doit permettre aux élèves de comprendre quelques éléments essentiels du changement et d'en repérer quelques étapes clés (année 1789, abolition de la royauté, proclamation de la première République et exécution du roi).
CYCLE 4	<b>4</b> ème	Thème1 : Le XVIII <sup>ème</sup> siècle. Expansions, Lumières et révolutions	La Révolution française et l'Empire : nouvel ordre politique et société révolutionnée en France et en Europe.	On caractérise <b>les apports de la Révolution française</b> , dans l'ordre <u>politique</u> aussi bien qu' <u>économique</u> et social [ <u>religion</u> , <u>instruction</u> , <u>traitement des nobles</u> ] non seulement en France mais en Europe dans le contexte des <u>guerres républicaines</u> et impériales. [] On rappelle l'importance des <u>grandes réformes administratives</u> et <u>sociales</u> introduites par la Révolution puis l'Empire.
	Seconde	Révolutions, libertés, nations, à l'aube de l'époque contemporaine e contemporaine	La Révolution française La Révolution française: l'affirmation d'un nouvel univers : l'affirmation d'un nouvel univers politique.	La question traite de la montée des idées de liberté avant la Révolution française, de son déclenchement et <b>des expériences politiques</b> qui l'ont marquées jusqu'au début de l'Empire. On met l'accent sur quelques journées révolutionnaires significatives, <u>le rôle d'acteurs</u> , individuels et collectifs, les <u>bouleversements politiques</u> , <u>économiques</u> , <u>sociaux</u> et <u>religieux</u> essentiels.

## AFFAIRES MILITAIRES

- ) - )	Les citoyens ont le droit de se défendre contre l'armée si elle n'emprunte pas les bons chemins (An II)	4H1
-	Réquisition des célibataires et veufs sans enfants de 18 à 50 ans (29 août 1791)	1D4 (p. 8)
-	Réquisition des célibataires et veufs sans enfants de 18 à 50 ans (29 août 1791)	1D4 (p. 8)
	Levée d'hommes volontaires (1791-An III)	1H10
	Enrôlement des citoyens car la patrie est en danger (25 juillet 1792)	1D2 (p. 85)
-	Réquisition de la garde pour se porter au secours de Sainte-Menehould menacée par les Autrichiens (1 <sup>er</sup> sept. 1792)	1D2 (p. 102)
-	Lettre du département relative au passage de troupes (5 sept. 1792)	1D2 (p. 105)
	Affaire du 92 <sup>ème</sup> Régiment (8 septembre 1792)	1D2 (p. 107)
-	Fête en réjouissance de l'évacuation du territoire (23 octobre 1792)	1D2 (p. 153)
- -	Réquisition des soldats de la Marne pour l'armée des Ardennes (1793-An III)	1D1
	Réquisition des foins pour l'armée des Ardennes (1793-An III)	1D1
	Réquisition de l'église pour le stockage de l'armée	2H3
-	Réquisition de grilles et de fer pour l'armée	2H3

Ĭ	La garde nationale s'en est prise au maire	1J1
- 1	Incendie du couvent des Ursulines qui servait de dépôt militaire	1J15
7	Don patriotique pour les volontaires (23 février 1793)	1D3 (p. 30)
<u>.</u>	Décret relatif au recrutement (7 mars 1793)	1D3 (p. 36)
	Proclamation de la loi relative au recrutement (10 mars 1793)	1D3 (p. 36)
	Empêcher la diffusion de tracts du général Dumouriez (8 avril 1793)	1D3 (p. 61)
-	Le général Dumouriez est déclaré traître la patrie (9 avril 1793)	1D3 (p. 61)
-	Manifeste de Dumouriez (10 avril 1793)	1D3 (p. 62)
-1	Trahison du général Dumouriez (10 avril 1793)	2I1
7-3	Recensement des citoyens qui sont à l'armée et de ceux qui sont propres au service (5 mai 1793)	1D3 (p. 35)
	Arrivée de 112 prisonniers autrichiens (9 mai 1793)	1D3 (p. 72)
	Rixe entre des citoyens et des prisonniers (9 mai 1793)	1D3 (p. 95)
	Etat concernant les jeunes gens dans les villes (13 mai 1793)	1D3 (p. 99)
	Adresse du 7 <sup>ème</sup> bataillon de la Marne au sujet de la Convention nationale (12 juillet 1793)	1D3 (p. 159)

	La 2 <sup>ème</sup> compagnie du 5 <sup>ème</sup> bataillon de la Marne félicite la commune d'Epernay de son adhésion à la Constitution (5 août	1D3 (p. 179)
	1793)	
=	Instruction des enfants des militaires (19 août 1793)	1D3 (p. 190)
<u>-</u>	Le District d'Epernay fournira 56 hommes sur les 365 demandés (19 août 1793)	1D3 (p. 191)
2.	Le Canton d'Epernay fournira 7 hommes sur les 56 demandés (19 août 1793)	1D3 (p. 191)
/ 1 / K	Remise d'un drapeau aux hommes partant à l'armée (13 septembre 1793)	1D4 (p. 19)
	Décret relatif à l'incorporation des citoyens de la 1 <sup>ère</sup> réquisition (28 décembre 1793)	1D4 (p. 121)
	Etat des citoyens sous les drapeaux (8 mars 1794)	1D5 (p. 20)
-	L'étendue du terroir d'Epernay est assignée comme prison aux prisonniers de guerre (23 mai 1794)	1D5 (p. 122)
	Te deum en l'honneur des victoires remportées (2 juillet 1794)	1D5 (p. 177)
-	Tableau des parents qui ont droit aux secours accordés (8 août 1794)	1D6 (p. 21)
	La citoyenne Claude réclame, comme ayant droit, les secours accordés aux parents des militaires (29 août 1794)	1D6 (p. 45)
72.00	Etablissement d'une armée révolutionnaire (19 novembre 1794)	1D4 (p. 86)
	Le Comité de Salut public demande l'état des citoyens capables de porter les armes (28 décembre 1794)	1D4 (p. 121)
<u></u>	La citoyenne Claude réclame, comme ayant droit, les secours accordés aux parents des militaires	1D6 (p. 45)

Afflux de jeunes gens au Directoire du district pour s'enrôler	Garnesson <sup>1</sup> (p. 141)
Le général Brunswick s'arrête à Sainte-Menehould et ne va pas plus loin	
	(p. 161-162 <sub>)</sub>
Réfractaires à l'enrôlement militaire (1793-1814)	1H8
Levée d'hommes volontaires (1791-An III)	1H10
Contrôle de la Garde nationale et des armes	3H1
CHUTE DE LOUIS XVI	
CHUTE DE LOUIS XVI Passage de Louis XVI lors de son retour de Varennes	Garnesson
	Garnesson (p. 150)
	(p. 150)
Passage de Louis XVI lors de son retour de Varennes	(p. 150) 1D2 (p. 10)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> H.M.G. GARNESSON, *Histoire de la ville d'Epernay*, Epernay, 1800.

## VIE POLITIQUE

	Prestation de serment des ecclésiastiques et des fonctionnaires (17 janvier 1792)	1D5 (p. 46)
	Insurrection populaire (11 avril 1792)	1D2 (p. 129)
	Nomination d'un officier d'Etat civil en remplacement du Curé (20 octobre 1792)	1D2 (p. 152)
11 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	La municipalité prend possession des registres paroissiaux chez le curé (20 octobre 1792)	3D1
	Nicolas Gillet refuse la fonction municipale qui lui est proposée et s'en explique (11 décembre 1792)	1K65
	Les élus du conseil municipal ont-ils le droit de démissionner ? (11 décembre 1792)	1K65
	Renouvellement de la municipalité (11, 14 et 16 décembre 1792)	1D2 (p. 165, 167, 168)
	Nomination d'un officier d'Etat civil (19 décembre 1792) 20 novembre 1793)(6 septembre 1794)(16 septembre 1794)	1D2 (p. 170)
		1D6 (p. 88)
		1D7 (p. 63, 64)
		1D3 (p. 29)
	Réquisition des étamines bleues, blanches et rouges (7 janvier 1793)	1D5 (p. 20)
	Arrêté établissant que le Conseil de Ville délibérera même en nombre insuffisant (22 février 1793)	1D5 (p. 140)

1	Nomination de deux députés au département (11 juin 1793)	1D3 (p. 126)
-	Proclamation et déclaration des droits de l'homme et du citoyen (10 et 11 juillet 1793)	1D3 (p. 156)
	Reprise des fonctionnaires exclus (22 novembre 1793)	1D4 (p. 91)
<u>.</u>	Plantation d'un arbre de la Liberté (30 novembre 1793)	1D4 (p. 98)
	Epuration du conseil municipal (9 février 1794)	1K65
	Annonce officielle d'une conspiration (27 mars 1794)	1D6 (p. 67)
	Impression du catéchisme des droits de l'homme (5 avril 1794)	1D5 (p. 62)
-	Insultes envers la municipalité (16 mars 1794) (30 mars 1794) (19 avril 1794)	1D5 (p. 33)
		1D5 (p. 54)
		1D5 (p. 77)
	Un membre du Conseil est rappelé à ses devoirs (4 juin 1794)	1D5 (p. 56)
1	Délibération relative à deux membres du Comité révolutionnaire qui sont officiers de la Garde nationale (6 juillet 1794)	1D4 (p. 184)
	Arrêté du représentant du peuple relatif à l'organisation de la Municipalité (29 août 1794)	1D3 (p. 126)
	Remplacement d'une partie des membres du conseil (14 septembre 1794)	1D6 (p. 62)
	Il sera placé un drapeau tricolore sur la maison commune (19 septembre 1794)	1D6 (p. 70)

- Prestation de serment du citoyen Marthe, officier municipal (3 mars 1795)	1D4 (p. 82)
- Discours du patriote Palloy au sujet de la remise d'une pierre de la Bastille	1D6 (p. 67)
- Interrogation sur la véracité de la pierre de la Bastille	1D4 (p. 80)
- Drapeau tricolore sur la mairie ainsi qu'une inscription	
- Liste des membres du conseil municipal (1789-1948)	1D3 (p. 148)
- Nomination et élection de la municipalité (1791-1881)	1D6 (p. 11)
CONTRÔLE DE LA POPULATION	
- Prestation de serment des ecclésiastiques et des fonctionnaires (17 janvier 1792)	1D2 (p. 38)
- Certificat de bonne conduite et de civisme (1793-1794)	
	119, 121, 125, 128, 129, 133,

		139, 143, 145, 148, 150, 153, 155, 162, 167, 168, 178, 180, 181, 184, 189) 1D5 (p. 9, 12, 13, 16, 18, 23, 30, 36, 40, 45,
11 X		48, 58, 72, 94,97, 98, 104,
		105, 108, 109, 123, 136, 138, 139, 142, 143, 149, 153, 166, 188, 195, 218, 225)
100 / 2 100 / 2	Autorisation d'ouvrir les lettres privées venant de l'étranger (28 avril 1793)	1D4 (p. 101)
	Commission nommée pour vérifier la correspondance (9 juin 1793) (14 octobre 1793)	1D6 (p. 92)
	The state of the s	1D6 (p. 99)
	Le citoyen Lochet est lavé du soupçon d'être anti-révolutionnaire	1B1
	Rédaction des lettres officielles pour les émigrés (16 février 1794)	1D3 (p. 121)
- 1	Arrêté du représentant du peuple relatif aux prêtres réfractaires (28 avril 1795)	1D5 (p. 182)

# NOBLESSE ET ÉMIGRÉS Autorisation d'ouvrir les lettres privées venant de l'étranger (28 avril 1793)..... 1B1 La municipalité fera bruler tous les titres de noblesse (16 novembre 1793)..... 1D4 (p. 80) Tous les titres de noblesse sont brulés (17 novembre 1793) 1D4 (p. 82) Rédaction des lettres officielles pour les émigrés (16 février 1794)..... 1D4 (p. 46) Le citoyen Chertemps demande un certificat attestant que son père n'était pas noble (20 mars 1794)...... 1D5 (p. 37) Le Comité de Salut public demande la liste des ex-nobles de l'arrondissement (19 avril 1794)...... 1D5 (p. 79) 1D5 (p. 81) Envoi de la liste demandée par le Comité de Salut public au sujet des ex-nobles (21 avril 1794)..... Les fonctions civiles sont interdites aux nobles (18 septembre 1794) 1D6 (p. 196) RELATIONS AVEC LE POUVOIR CENTRAL Adresse à l'Assemblée nationale au sujet de l'enrôlement des hommes (31 juillet 1792)...... 1D2 (p. 85) - Adresse à l'Assemblée nationale au sujet de la suspension de Louis XVI (22 août 1792)...... 1D2 (p.96) Prise de position suite à l'arrestation de députés Girondins (21 juin 1793)..... 1B1

	Adresse à la Convention (2 juillet 1793)	1D3 (p. 148)
-1	Déclaration relative au gouvernement révolutionnaire (28 décembre 1793)	1D4 (p. 121)
	Annonce officielle d'une conspiration (27 mars 1794)	1D5 (p. 56)
<u>.</u>	Le Comité de Salut public demande la liste des ex-nobles de l'arrondissement (19 avril 1794)	1D5 (p. 79)
	Envoi de la liste demandée par le Comité de Salut public au sujet des ex-nobles (21 avril 1794)	1D5 (p. 81)
	Adresse à la Convention au sujet de la dernière conspiration (chute Robespierre) (29 juillet 1794)	1D6 (p. 11)
	Lettre de la Commission des dépêches relative à l'adresse du Conseil à la Convention (6 août 1794)	1D6 (p. 18)
	Arrêté du représentant du peuple relatif à l'organisation de la Municipalité (29 août 1794)	1D6 (p. 45)
- I	Permanence du conseil pour attendre l'arrivée du citoyen Battelier, représentant du peuple (11 septembre 1794)	1D6 (p. 58)
7-3	Adresse de la Convention au peuple français (21 octobre 1794)	1D6 (p. 92)
	Réception de huit exemplaires de l'adresse de la Convention au peuple français (29 octobre 1794)	1D6 (p. 99)
	Lettre du Comité de Sûreté relative aux fonctionnaires suspendus ou destitués depuis le 10 Thermidor dernier (11 avril 1795)	1D6 (p. 196)

## ECONOMIE

-	Marché et subsistance (boulangerie) (1788-1814)	4F1
-	Manque d'avoine pour le service des étapes (22 septembre 1792)	2F1
	Envoi à la ville de 1500 livres en coupures de 10 et 15 frs (assignats) (23 novembre 1792)	1D2 (p. 161)
	La municipalité est chargée de l'entretien des vignes des émigrés (11 janvier 1793)	1D2 (p. 183)
	Distribution de monnaie de cuivre (21 janvier 1793)	1D3 (p. 4)
	Location des vignes des émigrés (29 mars 1793)	1D3 (p. 44)
-	Vignes appartenant aux émigrés (28 juillet 1793)	1D3 (p. 173)
	Administration et vente des biens des émigrés (28 septembre 1793)	1D4 (p. 30)
\	Réquisition des objets en or, argent et cuivre (15 novembre 1793)	1D4 (p. 79)
	Frais de prise de possession du Temple de la raison (9 janvier 1794)	1D4 (p. 134)
-	Séquestre des biens des parents des émigrés (16 janvier 1794)	1D4 (p. 144)
	Vente des biens des parents d'émigrés (24 février 1794 au 27 juillet 1794)(24 juillet 1794 au 15 mai 1795)(7 juin 1795 au 19 septembre 1795)	1D4 (p. 170, 173, 178, 180, 181, 183)



	222)
	1D7 (p. 5, 11, 12, 15 18, 24, 28, 37,
	39, 47, 48, 50 60, 75, 80)
Faux assignats (2 juillet 1793) (28 juin 1794)	1D3 (p.4)
	1D5 (p. 171)
Charges locales pour l'année 1793 (1 <sup>er</sup> août 1794)	1D6 (p. 14)
Maximum des Prix (An II)	1D6 (p. 14)
Réquisition des objets en fer et en cuivre qui sont dans l'église (20 novembre 1794)	1D6 (p. 116)
La commune demande l'autorisation de vendre des bancs et des boiseries de la chapelle Saint-Laurent (7 décembre 1794)	1D6 (p. 131)
Vente des pierres et pavés de l'église Saint-Laurent (14 décembre 1794)	1D6 (p. 137)
Famine à Epernay	6F1
Statistiques industrielles et commerciales	Garnesson (p. 166)
Nouvelle invitation au District pour faire enlever les matériaux et décombres de l'église Saint-Remy (6 avril 1795)	1D6 (p. 192)

#### INSTITUTIONS

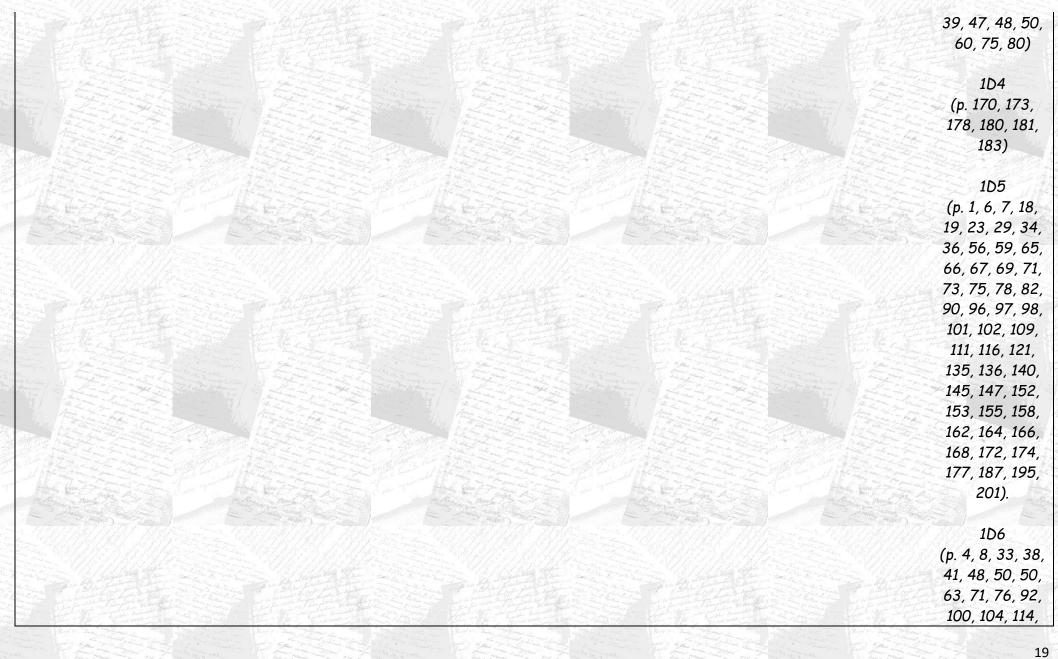
- Arrêtés du Direc	toire du Conseil Général et des Administrateurs de la Marne (1791-An VII)	1B1
- Arrêtés du Direc	toire et des Administrateurs du District d'Epernay (1793-An II)	1B1
- Organisation du c	comité de surveillance (31 mai 1793)	1D3 (p. 113)
- Organisation du c	comité de surveillance (2 juin 1793)	1D3 (p. 113)
- <u>Installation du Co</u>	omité de surveillance (7 juin 1793)	1D3 (p. 117)
- Nomination-arrêt	té du Département pour le Comité de surveillance (17 juin 1793)	1D3 (p. 131)
- Nouveau projet d	le Constitution (26 juin 1793)	1D3 (p. 141)
- <u>Proclamation de la </u>	a I <sup>ère</sup> République et des droits de l'homme et du citoyen (10 juillet 1793)	1D3 (p. 155)
- Etablissement du	ı Comité révolutionnaire à Châlons-sur-Marne (19 novembre 1793)	1D4 (p. 86)
- Suspension du cor	nseil général (19 novembre 1793)	1D4 (p. 86)
- Décret relatif au	gouvernement révolutionnaire (28 décembre 1793)	1D4 (p. 121)
- Lettre du Comité	de surveillance de Châlons-sur-Marne (31 janvier 1794)	1D4 (p. 163)
- Proclamation du C	Comité de Salut public (7 mars 1794)	

	Proclamation du Comité de Salut public (9 mars 1794)	1D5 (p. 17)
-	Les membres du Comité révolutionnaire sont tenus de se présenter tous les jours devant le Conseil (15 mars 1794)	1D6 (p. 177)
	Proclamation de la Convention (2 avril 1794)	1D5 (p. 56)
<u> </u>	Arrêté concernant les membres du Comité révolutionnaire qui sont de la Garde nationale (26 mai 1794)	1D5 (p. 126)
Carlo Carlo	Installation de nouveaux membres du conseil général (15 septembre 1794)	1D6 (p. 63)
	Comité de surveillance et société populaire	2J1
	Lettre du représentant du peuple Albert au sujet de la suppression des comités révolutionnaires (15 mars 1795)	1D6 (p. 177)
	Les membres du Comité révolutionnaire ne se présentent plus devant le Conseil que tous les cinq jours (22 mars 1795)	1D6 (p. 180)
	Arrêté du District relative au citoyen Chapperon fils (2 mai 1795)	1D6 (p; 214)
	Suppression des outils de la Terreur	Fiévet², Ch. XXV, p. 98
	Constitution de la République proposée par la Convention Nationale (31 août 1795)	1D7 (p.68)
	Division de la France en départements et districts	Garnesson (p. 139)
_	Les Cantons remplacent les Districts	Garnesson (p. 185)

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> V. FIEVET, *Histoire de la ville d'Epernay*, Epernay, 1868

-	Epernay devient chef-lieu de sous-préfecture	Garnesson (p. 207)
	BIENS NATIONAUX	
)	Location des vignes des émigrés (29 mars 1793)	1D3 (p. 44)
	Vignes appartenant aux émigrés (28 juillet 1793)	1D3 (p. 173)
	Administration et vente des biens des émigrés (28 septembre 1793)	1D4 (p. 30)
	Biens nationaux	5N1
	Mise en séquestre des biens des pères et mères des émigrés (avec liste de noms) (13 janvier 1794)	1B1
-	Les biens des parents des émigrés sont mis sous séquestre (16 janvier 1794)	1D4 (p. 144)
	Recensement des biens du citoyen Fagnier, exécuté pour conspiration (28 avril 1794)	1D5 (p. 88)
	Affiches de vente de biens nationaux (30 avril 1794) (6 août 1794) (28 avril 1795) (3 mai 1795), (9 mai 1795)(25 mai 1795)(7 juin 1795)(25 juillet 1795)(29 juillet 1795)(7 août 1795)	1D5 (p. 90)
2-19-6		1D6
		(p. 20, p.195, p.
		211, p. 215, p. 218)
		1D7
		(p. 4, p. 12, p.

		47, p. 50, p. 54)
-	Radiation du citoyen Parchappe de la liste des émigrés (11 juillet 1794)	181
	Affiches de vente des biens des anciens religieux (29 juillet 1794)	1D6 (p. 11)
	Commission nommée pour dresser le tableau des biens des condamnés (8 novembre 1794)	1D6 (p. 107)
	Rapport de la commission nommée pour dresser le tableau des biens des condamnés (10 novembre 1794)	1D6 (p. 108)
	Rédaction des lettres officielles pour les émigrés (16 février 1794)	1D6 (p. 171)
	Confiscation des biens des personnes inscrites sur le tableau au profit de la Nation (27 février 1795)	1B1
	Les biens des condamnés sont confisqués au profit de la Nation (27 février 1795)	1D4 (p. 184)
-	Affiche de vente des biens des anciennes confréries (9 avril 1795)	1D6 (p. 195)
<u> </u>	Le représentant du peuple demande la liste des citoyens qui ont détériorés les édifices nationaux et la valeur des dégâts (18 avril 1795)	1D6 (p. 201)
	Affiches de vente des anciennes confréries d'Aÿ et de la fabrique d'Avize (27 avril 1795)	1D6 (p. 209)
	Arrêté relatif à la vente des biens nationaux (31 mai 1795)	1D7 (p. 9)
	Séquestre sur les revenus du citoyen Chedel en tant que père d'émigré (21 juin 1795)	1B1
	Vente des biens des émigrés	1D7 (p. 5, 11, 12, 15, 18, 24, 28, 37,



117, 130, 138,
141, 143, 145,
148, 149, 152,
155,157, 158,
162, 163, 166,
172,181, 191,
201, 205, 218,
222)

## RELIGION

	Prestation de serment des ecclésiastiques et des fonctionnaires (17 janvier 1792)	1D2 (p. 38)
	Serment du curé Pierre Clouet (25 août 1792)	1D2 (p. 98)
	Le curé ne tiendra plus les registres de l'Etat civil (20 octobre 1792)	1D2 (p. 152)
-	La Municipalité prend possession des registres paroissiaux chez le curé (20 octobre 1792)	3D1
	Serment du curé Coqueret (11 janvier 1793)	1D2 (p. 182)
	Réparations au Presbytère (11 janvier 1793)	1D2 (p. 183)
	Fabrique (13 janvier 1793)	1D2 (p. 184)
	Déportation des prêtres réfractaires (19 mai 1793)	1B1

Ì	Enlèvement des armoiries de l'Ancien-Régime dans les églises et autres monuments publics (23 sept. 1793)	1D4 (p. 28)
- -	Limage des armoiries sur les cloches (4 octobre 1793)	1D4 (p. 42)
	La société populaire demande à ce que l'on s'empare du Presbytère pour y tenir les séances du Conseil municipal (13 nov. 1793)	1D4 (p. 77)
1	Sépultures. Enlèvement des emblèmes religieux (13 novembre 1793)	1D4 (p. 76)
	La municipalité s'empare du Presbytère (17 nov. 1793)	1D4 (p. 82)
	Réquisition pour fermer l'église (27 novembre 1793)	1D4 (p. 93)
	Croix du clocher à enlever (18 décembre 1793)	1D4 (p. 112)
	Arrêté relatif à l'enlèvement de la croix du clocher (31 décembre 1793)	1D4 (p. 123)
	Frais de prise de possession du Temple de la raison (9 janvier 1794)	1D4 (p. 134)
-	Lettre à la société populaire au sujet des ornements de l'église (11 janvier 1794)	1D4 (p. 137)
	Serment civique renouvelé des Ursulines (24 janvier 1794)	1D4 (p. 153)
7 2 S	Presbytère (1 <sup>er</sup> février 1794) (5 mai 1794)	1D4 (p. 166)
	Inscription à graver sur le Temple de la raison (31 mai 1794)	1D5 (p. 133)
	Les fonctions civiles sont interdites aux prêtres (18 septembre 1794)	1D6 (p. 67)

Ī	Réquisition des objets en fer et en cuivre qui sont dans l'église (20 novembre 1794)	1D6 (p. 116)
-	L'église est affectée au logement des chevaux (4 décembre 1794)	1D6 (p. 129)
7	La commune demande l'autorisation de vendre des bancs et des boiseries de la chapelle Saint-Laurent (7 décembre 1794)	1D6 (p. 131)
_	Les pavés et les lustres de l'église Saint-Laurent sont mis à l'abri (8 décembre 1794)	1D6 (p. 132)
	Vente des pierres et pavés de l'église Saint-Laurent (14 décembre 1794)	1D6 (p. 137)
	Plusieurs citoyennes demandent à pouvoir se rendre au Temple de l'Être Suprême pour y prier (9 mars 1795)	1D6 (p. 175)
	Les habitants demandent à pouvoir célébrer le culte catholique dans l'église (13 mars 1795)	1D6 (p. 175)
- -	Réponse du représentant du peuple à la demande des habitants de pouvoir célébrer le culte catholique dans l'église (16 mars 1795)	1D6 (p. 178)
7/-	Le peuple demande le libre exercice du culte (3 avril 1795)	1D6 (p. 190)
	Invitation aux entrepreneurs d'achever l'extraction des matériaux de l'église Saint-Remy (17 avril 1795)	1D6 (p. 200)
	Arrêté du représentant du peuple relatif aux prêtres réfractaires (28 avril 1795)	1D6 (p. 209)
	Le District projette de s'emparer du Presbytère pour y tenir ses séances (14 mai 1795)	1D6 (p. 222)
	Présentation de prêtres qui demandent à exercer le culte catholique (13 juin 1795)	1D7 (p. 17)
	Le citoyen Gerbault demande à exercer le culte (15 juillet 1795)	1D7 (p. 37)

- Le citoyen Degesne demande à exercer le culte (10 août 1795)	1D7 (p. 55)
- Lettre du District relative au ministre du culte (20 août 1795)	1D7 (p.62)
- Le District demande si les prêtres déportés sont revenus (8 septembre 1795)	
- Action des sociétés populaires contre les biens de l'Eglise	
The first first first fine fine fine fine fine fine fine fine	75
- Demande de la société populaire aux prêtres (suppression du livre de messe)	Fiévet, Ch. XXIV, p. 91-92
- Passage des prêtres réfractaire en route pour leur procès vers Paris	
- Persécution contre les Catholiques	Garnesson
	(p. 172 et 177)
- La société populaire demande la fermeture de l'église	
- Rétablissement du culte	
	(p. 185)
- Eglise conventuelle et inventaire des biens des chanoines	
- Incendie du couvent des Ursulines	1J15

	Culte catholique	1037
- 1	Culte sous la Révolution	<i>5</i> P1
	FÊTES -	
	Un patriote offre à la ville une pierre provenant de la Bastille (21 sept. 1792)	1D2 (p. 128 <sub>)</sub>
	Fête en l'honneur de la remise d'une pierre de la Bastille (22 septembre 1792)	1D2 (p. 129
-	Fête en réjouissance de l'évacuation du territoire (23 octobre 1792)	1D2 (p. 153
	Projet de la fête du 10 août, anniversaire de la prise des Tuileries (8 août 1793) (8 août 1794)(9 août 1795)	1D3 (p. 182
		1D6 (p. 22)
		1D7 (p. 55)
	Procès-verbal de la fête du 10 août, anniversaire de la prise des Tuileries (10 août 1793)(10 août 1794)	1D3 (p. 183
		1D6 (p. 24)
-	Fête de la raison dans l'église (27 novembre 1793)	1D4 (p. 96)
-	Plantation d'un arbre de la liberté (30 novembre 1793)	1D4 (p. 98)
	Projet de fête pour le 21 janvier, anniversaire de l'exécution de Louis XVI (29 décembre 1793)	1D4 (p. 123

	Programme de la fête du 21 janvier (30 décembre 1793)	1D4 (p. 123)
-	Fermeture obligatoire des boutiques les jours de Decadi (9 février 1794)	1D4 (p. 174)
	Projet de fête pour l'inauguration des bustes de Brutus, Rousseau, Marat et Le Pelletier (proposition de la société populaire) (6 avril 1794)	1D5 (p. 63)
<u>.</u>	Inauguration de ces bustes (9 avril 1794)	1D5 (p. 67)
/ 10 Hz 10 12 Hz 10 18 Hz	Projet de la fête de l'Être Suprême (27 mai 1794)	1D5 (p. 128)
	Procès-verbal de la fête de l'Être Suprême (29 mai 1794)	1D5 (p. 144)
	Les vitres brisées lors de la fête de l'Être Suprême par l'artillerie seront remboursées par la commune (12 juin 1794)	1D5 (p. 148)
	Compte-rendu de la fête du 14 juillet (14 juillet 1794)	1D2 (p. 175)
	Fête des sans-culottides (20 septembre 1794)	1D9 (p. 71)
( - )	Procès-verbal de la fête des sans-culottides (21 septembre 1794)	1D9 (p. 71)
-	Programme de la fête anniversaire de la mort de Louis XVI (15 janvier 1795)	1D6 (p. 150)
A STATE OF THE STA		July James and July
	JUSTICE	
	Les familles des émigrés seront consignées dans leurs municipalités respectives (2 août 1792)	1D2 (p. 100)

	Arrestation du citoyen Cazotte et de sa fille à Pierry (18 août 1792)	1D2 (p. 94)
- 1	Arrestation du citoyen Gonelle pour distribution d'écrits contre-révolutionnaires (31 août 1792)	1D2 (p. 101)
7	Arrêté relatif à la détention des familles des émigrés consignées dans leurs municipalités respectives (13 octobre 1792)	1D2 (p. 146)
	Liste des citoyens de la ville qui sont émigrés ou parents d'émigrés (31 octobre 1792)	1D2 (p. 156)
į	Pétition d'une citoyenne pour faire lever la surveillance dont elle fait l'objet (12 janvier 1793)	1D4 (p. 138)
	Perquisition chez M Lochet, suspecté de cacher le comte d'Artois (1er avril 1793)	1D3 (p. 49)
-	Désarmement des suspects (9 avril 1793)	1D3 (p. 60)
•	Le Comité de Salut Public autorise l'ouverture des lettres venant de l'étranger (28 avril 1793)	1B1
- 13	Arrêté concernant les parents d'émigrés (14 mai 1793)	1D3 (p. 99)
#/-×	Déportation des prêtres réfractaires (19 mai 1793)	1B1
	Arrestation du citoyen Parchappe pour incivisme. Il est remis en liberté (5 sept. 1793)	1D4 (p. 12)
	Arrestation du Maréchal des Logis Baudoin (15 sept. 1793)	1D4 (p. 19)
	Administration et vente des biens des émigrés (28 septembre 1793)	1D4 (p. 30)
	Liste des suspects (13 octobre 1793)	1D4 (p. 45)
	Les femmes sont tenues de porter la cocarde tricolore (29 octobre 1793)	1D4 (p. 53)

	Certificat constatant la nature de M. Chanoine (1 <sup>er</sup> décembre 1793)	1D4 (p. 99)
-	Séquestre des biens des parents des émigrés (16 janvier 1794)	1D4 (p. 144)
	Arrestation d'une inconnue (20 janvier 1794)	1D4 (p. 150)
<u>.</u>	Permission accordée au citoyen Loriquet qui est sous surveillance (22 janvier 1794)	1D4 (p. 151)
	Permission accordée à une citoyenne qui est sous surveillance (23 janvier 1794)	1D4 (p. 151)
72.72	Lettre du sieur Grison (31 janvier 1794)	1D4 (p. 163)
	Le citoyen Lochet de Saint-Wallon est lavé de tout soupçon d'être un anti-révolutionnaire (14 avril 1794)	1B1
-	Le Comité de Salut public demande la liste des ex-nobles de l'arrondissement (19 avril 1794)	1D5 (p. 79)
_	Envoi de cette liste (21 avril 1794)	1D5 (p. 81)
	Recensement des biens du citoyen Fagnier, exécuté pour conspiration (28 avril 1794)	1D5 (p. 88)
-	La citoyenne Deuil obtient un certificat attestant qu'elle n'est pas noble (4 mai 1794)	1D5 (p. 96)
	Arrestation du citoyen Regnard, membre du conseil (15 mai 1794)	1D5 (p. 110)
70.72	Justification du citoyen Regnard et jugement (23 mai 1794)	1D5 (p. 123)
	Lettre relative au citoyen Moët au Havre (26 mai 1794)	1D5 (p. 127)
\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.\.	Condamnation par exposition au public du citoyen Egé (24 juin 1794)	1D5 (p. 166)

	Radiation de la liste des émigrés du citoyen Parchappe (11 juillet 1794)	1B1
-	Dénonciation du citoyen Chauvet, porteur du Bulletin des Lois, contre le citoyen Coulon (8 septembre 1794)	1D6 (p. 55)
	Dénonciation contre le citoyen Renard (11 septembre 1794)	1D6 (p. 58)
	Arrestation et condamnation de deux citoyennes qui ne portent pas la cocarde (16 septembre 1794)	1D6 (p. 2)
	Le citoyen Gribioux demande à ne plus être sous surveillance (13 novembre 1794)	1D6 (p. 110)
70.70	Le citoyen Gaquois demande à ne plus être sous surveillance (14 novembre 1794)	1D6 (p. 113)
	Les citoyens Moët et Person sont chargés de la police des rues pendant un mois (15 décembre 1794)	1D6 (p. 138)
	Le Représentant du peuple décide qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur l'arrestation du citoyen Chanoine (22 mars 1795)	1D6 (p. 180)
-	Arrestation de suspects (28 mars 1795)	1D4 (p. 163)
<u>-</u>	Etat nominatif des terroristes (13 avril 1795)	1D6 (p. 198)
	Désarmement des terroristes (18 avril 1795)	1D6 (p. 202)
11 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	Le citoyen Chaperon est rayé de la liste des terroristes (25 avril 1795)	1D6 (p. 206)
2.5	Le citoyen Chaperon fils, condamné à 10 jours de prison, sera aux arrêts chez lui (30 avril 1795)	1D6
		(p. 212 et 213)
	Le citoyen Boquet est nommé pour le désarmement (30 avril 1795)	1D6 (p. 211)
		7-1-1

Le citoyen Manget dépose son épée (30 avril 1795)	1D6 (p. 212)
Surveillance du citoyen Chapperon fils et des autres terroristes (2 mai 1795)	1D6 (p. 214)
Séquestre sur les biens du père et de la mère du citoyen Chedel (21 mai 1795)	1B1
Dénonciation contre le citoyen Sorlet de Reims (14 juin 1795)	1D7 (p. 19)
Dénonciations par la société populaire d'Epernay	
Noms des condamnés lors de la Terreur	Fiévet, Ch. XXV, p. 99
Dénonciation et mort de 3 citoyens	
Dénonciation, suspects, émigrés et réfractaires	2Л1
Tribunal de police	
FIN DE LA MONARCHIE	
- Suspension du pouvoir exécutif (12 août 1792)	1D2 (p. 91)
- Adresse à l'Assemblée nationale au sujet de la suspension de Louis XVI (22 août 1792)	1D2 (p. 96)

	- Enlèvement des armoiries de l'Ancien-Régime dans les églises et autres monuments publics (23 sept. 1793)	1D4 (p. 28)
	- Limage des armoiries sur les cloches (9 octobre 1793)	1D4 (p. 42)
	- Enlèvement des signes de la royauté sur les monuments publics (10 décembre 1793)	1D4 (p. 106)
	- Destruction des insignes de la royauté (22 mars 1794)	1D5 (p. 42)
	The state of the s	
	Les enfants pauvres seront admis gratuitement à l'école (17 mars 1790)	1D1 (p. 17)
	Instruction gratuite des enfants pauvres (8 mai 1793)	1D3 (p.93)
-	Paiement des enseignants (16 mai 1793)	1D3 (p. 101)
7-	Traitement d'un enseignant (9 juin 1793)	1D3 (p. 120)
	Instruction des enfants des militaires (19 août 1793)	1D3 (p. 190)
	Les instituteurs sont requis de se conformer au décret relatif à l'instruction publique (12 mars 1794)	1D5 (p. 42)
	Etablissement d'un cours gratuit (1 <sup>er</sup> avril 1794)	1D5 (p. 54)
	Décret relatif à l'instruction (3 avril 1794)	1D5 (p. 58)
Ì	Déclaration des citoyens qui veulent être instituteurs (4 avril 1794)	1D5 (p. 60)

	Nouvelle proclamation du décret sur l'instruction publique (15 mai 1794)	1D5 (p. 113)
I	La citoyenne Desaint d'Aÿ demande à être reçue comme institutrice à Epernay (9 septembre 1794)	1D6 (p. 56)
in the second of	Le catéchisme républicain est distribué aux enfants (9 septembre 1794)	1D6 (p. 59)
Mires I	Le catéchisme républicain est distribué aux enfants (9 septembre 1794)	1D6 (p. 59)
	Questionnaire du jury d'instruction. Réponse de la municipalité (8 janvier 1795)	1D6 (p. 148)
	Lettre du représentant du peuple pour l'exécution des lois relatives à l'instruction publique et au logement des instituteurs dans le presbytère (14 mai 1795)	1D6 (p. 222)
	Le citoyen Férat demande à être accepté comme instituteur à Epernay (23 mai 1795)	1D7 (p. 3)
	Ecole de garçons	4M5
	Collège d'Epernay	1R7
	URBANISME	
72.1	Création d'un autel de la Patrie (9 juillet 1791)	1D1 (p. 174)
	Arrêté sur l'autel de la Patrie pour l'élévation de terre gazonnée (10 juin 1792)	1D2 (p. 71)
	Arrachage d'arbres pour construire l'autel de la boisierie et réutilisation des bois (28 juin 1792)	Fiévet, Ch. XXII, p. 37

	Suppression des plaques des rues et des numéros de maison (1 <sup>er</sup> octobre 1792)	1D2 (p. 141)
-	Demande de réverbères (7 octobre 1792)	1D2 (p. 144)
	Etablissement de deux réverbères (17 octobre 1792)	1D2 (p. 151)
	Pavage depuis le pont Saint-Thibault jusqu'au moulin brûlé (25 décembre 1792)	1D2 (p. 177)
1 1 TV	Achats de réverbères à Louvois (24 décembre 1792)(2 janvier 1795)	
	Recensement (2 janvier 1793)(14 octobre 1793)(1 <sup>er</sup> novembre 1794)	1D2 (p. 177)
		1D4 (p. 47)
		1D6 (p. 101)
	Entretien du pavage de la route de Paris (4 janvier 1793)	1D2 (p. 178)
1/-	Arrêté relatif à la propreté des rues (4 février 1793)	1D3 (p. 15)
) -	Nomination d'un architecte pour un nouvel Hôtel de ville (25 février 1793)	1D3 (p. 31)
11 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Alignement du Jard (1 <sup>er</sup> mai 1793) (24 février 1794)	1D3 (p. 87)
		1D5 (p. 2)
	Autel de la patrie dégradé qui menace de s'effondrer (25 mars 1793) (5 août 1795) (6 février 1795)	Fiévet, Ch. XXII, p. 49

Ì	Chemin des gouttes d'or (5 mai 1793)	1D3 (p. 92)
-	Achat d'huile pour l'éclairage de deux réverbères (18 novembre 1793)	1D4 (p. 83)
	Adjudication des boues et balayage des rues (21 novembre 1793)	1D4 (p. 89)
<u>.</u>	Liste des nouveaux noms de rues (30 novembre 1793)	1D4 (p. 98)
	La ville ne changera pas de nom (3 décembre 1793)	1D4 (p.101)
	Agrandissement de la salle du conseil municipal (3 février 1794)	1D4 (p.167)
	Tableau des rues avec leurs nouveaux noms (9 février 1794)	1D4 (p. 174)
	Alignements (11 février 1794)(26 mars 1794)(10 juillet 1794)(11 juillet 1794)(22 juillet 1794)(23 juillet 1794)(15 octobre 1794)	1D4 (p. 177)
		1D5 (p. 46)
		1D5 (p. 47, 187, 188)
	Construction of the Constr	1D6 (p. 2, 3, 90)
	Plaque des rues (13 février 1794)	1D4 (p. 181)
	Enlèvement des boues sur la route de Pierry (5 mars 1794)	1D5 (p. 16)
-	Intersection du Chemin de la Chaude-Ruelle (16 avril 1794)	1D5 (p. 75)

	Inspection du pavage (31 mai 1794)	1D5 (p. 131)
-	Nouveau local pour le Comité révolutionnaire (24 juin 1794)	1D5 (p. 167)
	Proclamation aux habitants pour les inviter à enlever les décombres qui sont dans une rue (21 août 1794)	1D6 (p. 37)
	Proclamation aux habitants de la rue Le Pellier pour les inviter à enlever les décombres (22 septembre 1794)	1D6 (p. 72)
	Changement des noms de rues et des places (24 février 1795)	1D6 (p. 168)
	Le Comité révolutionnaire tiendra ses séances dans le local du collège (15 mars 1795)	1D6 (p. 176)
	Rapport sur l'encombrement des rues (6 avril 1795)	1D6 (p. 192)
-	Le District projette de s'emparer du Presbytère pour y tenir ses séances (14 mai 1795)	1D6 (p. 222)
	Réflexion pour créer une place de la liberté	Fiévet, Ch.XXV
	Alignement faubourg d'Igny, faubourg Saint-Laurent, faubourg de Vertu, Sézanne et Granpierre	105
	Quartier Porte de château	105
	Quartier Porte Saint-Thibault	105
	Quartier Porte Lucas	105
	Alignements	105

#### AIDE AUX HABITANTS

- 7	Les enfants pauvres seront admis gratuitement à l'école (17 mars 1790)	1D1 (p. 17)
-	Fondation Delafage pour les femmes en couche (14 mars 1793)	1D3 (p. 67)
	Le citoyen Lechauve réclame, comme ayant-droit, les secours accordés aux parents des militaires (4 octobre 1793)	1D6 (p. 83)
** •** **	Tableau des parents qui ont droit au secours accordés (8 août 1794)	1D6 (p. 21)
	La citoyenne Claude réclame, comme ayant-droit, les secours accordés aux parents des militaires (29 août 1794)	1D6 (p. 45)